

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 17 JUILLET 2018

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du dix-sept Juillet deux mil dix-huit, statuant en matière commerciale tenue par Madame **DOUGBE FATOUMATA DADY**, Présidente de la 5^{ème} chambre; **Président**, en présence de Messieurs **HAROUNA IDRISSE** et **BOUBACAR OUSMANE**, tous deux juges consulaires avec voix délibératives ; avec l'assistance de Maître **SARATOU ABDOU**, **Greffière**, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

Société ADER TRANSIT SARL, société à responsabilité limitée dont le siège social est à la Rive droite de Niamey, quartier Banga Bana Rue BB 17, RCCM-NI-NIA-2009-B-487, agissant aux poursuites et diligences de son Gérant, Monsieur Aminou Harouna, ayant pour conseil **Maître Bachir Maïnassara Maïdagi**, Avocat à l'adresse, 4 rue de la Tapoa, Tel : 20.72.59.42, BP : 12651 Niamey, en l'étude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites.

DEMANDERESSE

D'UNE PART

ET

Société Niger Terminal SA, Filiale de Bolloré Ports, société anonyme avec Administrateur Général au capital de F CFA 10.000.000 dont le siège social est à Niamey Rue de la Libye BP : 11 622 Niamey-Niger, Tel. 20 73 22 01/02/03 Niamey, prise en la personne de son Administrateur Général Pays Monsieur NGON Pierre.

DEFENDEURESSE

D'AUTRE PART

JUGEMENT
COMMERCIAL N°112
DU 17/07/2018

CONTRADICTOIRE
AFFAIRE :

SOCIETE ADER
TRANSIT SAR
C/
SOCIETE NIGER
TERMINAL SA, FILIALE
DE BOLLORE PORTS,

Par acte d'huissier en date du 30 mai 2018, la Société **ADER TRANSIT SARL** a assigné la **Société Niger Terminal SA, Filiale de Bolloré Ports**, société anonyme avec Administrateur Général, à comparaître devant le Tribunal de Commerce de Niamey, pour s'entendre :

- Procéder à la tentative de conciliation ;
- A défaut, dire et juger que le tarif applicable au Sel en « vrac sur air de stationnement » est de 772 F CFA ;
- En conséquence, constater que NIGER TERMINAL SA, Filiale de Bolloré Ports à surfacturer les prestations fournies à ADER TRANSIT SARL pour la période du 05 août 2016 au 30 avril 2018, NIGER TERMINAL SA à hauteur de la somme 185.808.733 F CFA au préjudice d'ADER TRANSIT SARL ;
- Condamner NIGER TERMINAL SA, Filiale de Bolloré Ports à payer à ADER TRANSIT SARL la somme de 185.808.733 F CFA;
- Condamner en outre NIGER TERMINAL SA, Filiale de Bolloré Ports à payer à ADER TRANSIT SARL la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts, toute cause de préjudice confondu ;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant appel ;
- Condamner NIGER TERMINAL SA, Filiale de Bolloré Ports aux entiers dépens.

Au soutien de son action, ADER TRANSIT SARL expose qu'elle est une société qui a pour objet, entre autres, les opérations de commissionnaires en douane, de transit et de manutention de diverses marchandises ;

Que dans le cadre de ses activités habituelles, elle est usager des magasins sous douanes de l'Antenne de Niamey du Port sec de Dosso dont la requise NIGER TERMINAL SA a la gestion, moyennant finances ;

Attendu que les tarifs applicables aux prestations fournies par NIGER TERMINAL SA dans le cadre de cette activité est règlementé par l'Arrêté N° 231/MF/DGD/DRRI du 11 juin 2016, portant validation des tarifs de ses prestations ;

Qu'aux termes du tableau annexé à l'arrêté précité, le tarif pour la manutention de marchandise en « Vrac sur aire de stockage » est fixé à **772 F CFA** par tonne ;

Attendu qu'en lieu et place de ce tarif de **772 F CFA** qui lui est normalement applicable, NIGER TERMINAL applique au sel en « Vrac sur aire de stockage » déclaré par ADER TRANSIT SARL celui de **3087 F CFA** qui correspond à celui du « Vrac mise en magasin », soit un trop perçu de **2315 F CFA** par tonne ;

Qu'un Procès-verbal de constat d'huissier en date du 23 mai 2018 ainsi qu'une sommation de dire adressée à Monsieur le Président du syndicat Importateurs de Sel prouve à suffisance que de son admission en douane à sa sortie, le chargement de sel demeure sur les camions qui le transporte recouvert de bâches qui le protège contre les intempéries sans jamais être déchargé, à fortiori emmagasiné ; (

Que du reste, NIGER TERMINAL SA elle-même appliquait au début au fret de sel qui demeurait sur les camions le tarif de 772 F CFA, avant de changer et appliquer à tort celui de 3.087 F CFA ;

Attendu que l'analyse du relevé du compte d'ADER TRANSIT SARL dans les livres de NIGER TERMINAL SA, pour la période **du 05 août 2016 au 30 avril 2018**, fait ressortir que sur un fret total de sel de **80.358 tonnes** métriques, NIGER TERMINAL SA a facturé et perçu la somme de **247.845.921 F CFA** par application du tarif de 3087 F CFA, au lieu de celle de **62.037.148 F CFA** qui était normalement due si elle avait appliqué le tarif réglementaire de 772 F CFA ; (Pièce n° 5)

Qu'il s'en est résulté un trop perçu de **185.808.733 F CFA** au préjudice d'ADER TRANSIT SARL que la requise doit lui restituer ;

Que malgré une mise en demeure à elle adressée à cet effet le 11 mai 2018, NIGER TRANSIT SA refuse de restituer le montant ci-haut indument perçus.

Attendu qu'aux termes de l'article 1235, alinéa 1^{er}, du Code civil :

« Tout paiement suppose une dette : ce qui a été payé sans être dû, est sujet à répétitions. » ;

Que dans le même sens, l'article 1376 du Code civil ajoute :

« Celui qui reçoit par erreur ou sciemment ce qui ne lui est pas dû s'oblige à le restituer à celui de qui il l'a indûment perçu. » ;

Qu'en application des dispositions précitées, il a déjà été jugé que : « Dès lors que les sommes versées n'étaient dues, le *solvens* est en droit, sans être tenu à aucune autre preuve, d'en obtenir la restitution. » ; (CASS, ASS. PLEN., 2 AVR. 1993. BULL. CIV. N° 9; R., P. 326 ; GAJC 11^E ED., N° 226 ; D. 1993. 373, CONCL. JEOL ; D. 1993. SOMM. 273, OBS. PETROT.) ;

Attendu qu'en l'espèce, il a été démontré plus haut que sur la facturation de la période du 05 août 2016 au 30 avril 2018, NIGER TERMINAL SA a indûment perçu la somme 185.808.733 F CFA au préjudice d'ADER TRANSIT SARL ;

Qu'en application de la loi et de la jurisprudence précitée, il plaira au Tribunal de condamner NIGER TERMINAL SA à restituer ledit montant à ADER TRANSIT SARL.

Attendu enfin que la surfacturation opérée par NIGER TERMINAL SA sur ADER TRANSIT SARL a entraîné pour cette dernière une immobilisation de son capital préjudiciable à son fonctionnement ;

Qu'il convient également de condamner NIGER TERMINAL SA à lui payer la somme de 10.000.000 F CFA toutes causes de préjudices confondus, par application de l'article 1382 du Code civil.

Attendu qu'en réplique, la Société NIGER TERMINAL SA par le biais de son conseil Maître Chekou Koré soulève in limine litis l'incompétence du tribunal de céans aux motifs que c'est dans le cadre de ses missions de service public, de manutention et de magasinage lesquelles découlent de sa convention de concession signée avec l'Etat qu'elle a traité et facturé les opérations de la requérante ;

Que c'est pourquoi elle estime que seules les juridictions administratives sont compétentes ;

SUR CE:

DISCUSSION

EN LA FORME :

DE L'EXCEPTION D'INCOMPETENCE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

Attendu que la Société NIGER TERMINAL SA soulève l'incompétence du tribunal de céans au profit du Tribunal de Grande Instance Hors de Niamey statuant en matière administrative au motifs qu'elle a signée une convention de concession avec l'Etat du Niger et que le présent litige résulte de l'exécution de cette concession;

Attendu qu'Ader transit conclue au rejet de cette exception aux motifs qu'elle ne conteste pas la légalité des redevances payées au concessionnaire d'un service public mais plutôt la restitution du trop perçu de sommes d'argent prélevées sur elle à titre de prestation non fournies ;

Qu'aussi, elle s'appuie sur le point 6 de l'article 26 sur les tribunaux de commerce ;

Attendu qu'aux termes du premier alinéa de l'article 29 de la loi 2015-08 du 10 avril 2015, le tribunal doit statuer par jugement séparé dans un délai de huit jours sur l'exception d'incompétence en raison de la matière ;

Qu'en application de ces dispositions, il ya de statuer uniquement sur cette exception d'incompétence ;

Attendu que l'exception d'incompétence doit être soulevée avant tout débat au fond ;

Que celle-ci a été formulée au seuil du procès ; Qu'il y a lieu de la recevoir ;

Attendu que l'article 26 dispose que « les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître :

- 1) Des contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants au sens de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires relatif au droit commercial général ;
- 2) Des contestations relatives aux contrats entre commerçants pour le besoin de leur commerce ;
- 3) Des contestations, entre toutes personnes, relative aux effets de commerce au sens de l'Acte Uniforme relatif au droit commercial général de l'OHADA ;
- 4) Des procédures collectives d'apurement du passif ;
- 5) Des contestations entre associés pour raison d'une société commerciale ou d'un GIE à caractère commercial, des contestations relatives au contrat de société commerciale ou GIE à objet commercial à la constitution, au fonctionnement, à la dissolution, à la liquidation de ces personnes morales ;
- 6) Plus généralement, des contestations relatives aux actes de commerce accomplis par les commerçants à l'occasion de leur commerce et de l'ensemble de leurs contestations commerciales comportant même un objet civil lorsque dans ce dernier cas le commerçant est demandeur ;
- 7) Des contestations et oppositions relatives aux décisions prises par les juridictions de commerce ;
- 8) Des contestations relatives aux règles de concurrence ;
- 9) Des contestations relatives aux droits des sûretés et au droit bancaire ;

Que le point 3 de l'article 26 de la loi sur les tribunaux de commerce indique clairement que le tribunal de commerce est compétent pour connaître des contestations entre commerçant-civil et entre civil-commerçant lorsqu'il s'agit d'acte de commerce ou effet de commerce au sens de l'AUDCG ;

Qu'autrement dit, s'agissant d'actes de commerce ou d'effets de commerce, le tribunal de commerce est compétent lorsque le commerçant comme le civil le saisisse ;

Qu'en l'espèce, c'est dans le cadre de son objet commercial notamment l'opération de commissionnaire en douane, opération qui constituant un acte de commerce naturel pour elle, que la Société Ader transit a attiré Niger Terminal SA en paiement du trop perçu ;

Que mieux le point 6 du même article prévoit que le tribunal de commerce est compétent pour connaître plus généralement, des contestations relatives aux actes de commerce accomplis par les commerçants à l'occasion de leur commerce ;

Que tout comme en l'espèce, la Société Ader transit comme Niger Terminal SA sont commerciales par leurs formes ;

Qu'en outre la présente contestation est relative aux actes de commerce tant pour la Société Ader transit que Niger Terminal SA ;

Que du reste, le contrat de concession, contrat administratif par nature ne saurait être opposé à Ader Transit mais plutôt à l'Etat ou ses démembrements ;

Attendu donc, qu'au regard du point 3 et 6 de l'article 26 de la loi sur les tribunaux de commerce, le tribunal de commerce est non seulement compétent lorsqu'il est saisi par un civil ou un commerçant en ce qui concerne les litiges portant sur les actes ou effets de commerce relevant de l'AUDCG ; mais aussi en ce qui concerne les contestations relatives aux actes de commerce accomplis par les commerçants à l'occasion de leur commerce ;

Qu'au regard de ce qui précède, il y a lieu de se déclarer compétent ;

Sur le caractère de la décision

La Société Ader transit et la Société Niger Terminal SA respectivement représentées par leurs conseils Maître MAÏNASSARA MAÏDAGI Bachir et Maître CHEKOU KORE ont comparu; il convient de statuer contradictoirement ;

Sur le ressort :

Attendu qu'il résulte de l'alinéa 2 de la loi sur les tribunaux de commerce que le jugement relatif à la compétence peut faire l'objet d'un appel dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de sa notification ;

Qu'il convient de statuer en premier ressort ;

Sur les dépens

Aux termes de l'article 391 du Code de Procédure Civile « toute partie qui succombe doit supporter les dépens » ;

La société TERMINAL du NIGER SA a succombé à l'instance, il doit en supporter les dépens

Par ces motifs,

Statuant publiquement contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Reçoit l'exception d'incompétence de la Société NIGER Terminal SA comme étant régulière en la forme ;

- Se déclare compétent ;
- Condamne la Société Niger Terminal SA, filiale de Bolloré Ports au dépens ;
- Dit que les parties ont 10 jours pour interjeter appel de ladite décision par dépôt d'acte d'appel au greffe du tribunal de commerce de Niamey à compter du prononcé du présent jugement.

Et ont signé, le Président et le greffier les jours, mois et an que dessus.

LE PRESIDENT

LA GREFFIERE